



La Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) serait en tête de file suivie de la Société nationale des hydrocarbures (SNH) dans le deal.

La renationalisation de la société de distribution d'électricité Eneo, filiale du fonds d'investissement Actis, est en étude, selon une révélation d'AfricaBusiness, journal spécialisé en économie de Jeune Afrique. Dans un article publié ce 24 mars, AfricaBusiness révèle que la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) du Cameroun, établissement public dirigé Alain Noël Olivier Mekulu Mvondo Akame, a transmis une expression d'intérêt le 13 novembre 2022 au fonds britannique Actis pour l'acquisition de ses parts (51%) dans Energy of Cameroon (Eneo).

La Cnps étant en tête de file pour le rachat, l'on apprend que la Société nationale des hydrocarbures (SNH), une autre entreprise à capitaux publics serait l'autre membre du groupement candidat à la reprise d'Eneo. Et dans le cadre du volet financier, Financia Capital, créé par Serge Yanic Nana, se serait positionné pour sa part comme banque d'affaires chargée de la structuration du deal pour le compte du fonds d'investissement d'Actis. D'autant plus que ce cabinet avait déjà monté, en décembre 2021, l'opération ayant conduit à lever 118 milliards de FCFA sur le marché monétaire afin d'apurer partiellement de la dette de l'énergéticien et de payer ses fournisseurs.

Plus affirmatif, AfricaBusiness déclare : « Cette opération de rachat est actuellement étudiée au sein du gouvernement avec le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, et son homologue des Finances, Louis Paul Motaze, en première ligne. Elle aura pour enjeu plus large de constituer un écosystème pérenne du secteur en préparation de l'entrée en exploitation du barrage de Nachtigal (420 MW), construit par EDF, mais aussi de restructurer le secteur à long terme ». Ainsi, l'on déboucherait sur une prise de contrôle publique – avec une gestion privée – permettant ainsi d'obtenir de la dette souveraine, à des taux plus bas.

Les sources interrogées au ministère de l'Eau et l'énergie ou même au sein d'Eneo restent peu disertes au sujet de ce deal annoncé. Comme si elles se sont passées le mot, ces sources n'infirment ou ne confirment le rachat annoncé d'Eneo par le secteur public. Mais ce silence peut traduire qu'il y a une part de vérité dans la cession de la filiale du fonds d'investissement britannique Actis au secteur public.

Ce d'autant plus que, le fonds britannique avait déjà, en 2019, manifesté son souhait de céder sa filiale camerounaise du fait des impayés de Yaoundé qui s'accumulaient alors, allant jusqu'à atteindre 100 milliards de F CFA. L'angolais Aenergy était venu se renseigner, sans donner suite.

C'est le 7 novembre 2013 que le groupe américain AES et le britannique Actis ont annoncé avoir trouvé un accord pour la cession de tous les actifs d'AES dans ses filiales camerounaises AES-Sonel (prédécesseur d'Eneo), Kribi Power Development Corporation (KPDC) et Dibamba Power Development Corporation (DPDC). Montant de la transaction : 220 millions de dollars, soit environ 110 milliards de FCFA à l'époque. Outre Actis, repreneur des 56% de parts de l'américain AES en 2014, pour 202 millions de dollars, le tour de table d'Eneo se compose de l'État (44%) et des employés (5%). Près de 10 années plus tard, le fonds d'investissement britannique Actis semble prêt à son tour à vendre. Mais à qui ?

Délestages

La vente d'Eneo est annoncée dans un contexte où les consommateurs se plaignent de multiples délestages. Pour Gaston Eloundou Essomba et ses services, la filiale détenue à 51% par le fonds britannique Actis est en grande partie comptable de cet état de choses, pour avoir été défaillante par rapport à ses obligations contractuelles.

Selon le membre du gouvernement, cette entreprise a la responsabilité de fournir du combustible (fioul lourd) à sept centrales thermiques (Oyomabang1, Logbaba 2, Bertoua, Mbalmayo, Bamenda entre autres) reliées au Réseau interconnecté sud (RIS) et sous sa gestion, ainsi qu'à celle de la Dibamba (86 MW) exploitée par Dibamba Power Development Corporation (DPDC) filiale de Globeleq. Or, Eneo, qui a par le passé accumulé des arriérés à l'égard de Tradex qui l'approvisionne en combustible, se livre à un rationnement du fioul qui entraîne un fonctionnement en sous capacité de ces infrastructures au moment où les Camerounais ont besoin d'énergie.

L'autre défaillance d'Eneo provient de la centrale hydroélectrique de Songloulou, d'une capacité théorique de 384 MW, mais qui ne fournit qu'environ 320 MW, soit un écart de 64 MW. Une contreperformance « liée à la surchauffe récurrente des groupes et à la défectuosité de certains transformateurs, lesquels nécessitent d'être remplacés », précise le Minee.

Comme avec le secteur de l'eau

Le processus de nationalisation d'Eneo semble suivre le schéma de la Camwater, en charge de la production l'eau. En 2007, l'affermage dans le secteur de la distribution de l'eau potable au Cameroun a été confié à la Camerounaise des eaux (CDE), société de droit camerounais créée en 2008, et contrôlée par le consortium marocain conduit par l'Office national de l'eau potable (ONEP) et constitué des sociétés MedZ, Delta Holding et du cabinet de conseil en travaux publics Ingema.

Après 10 années d'activités, le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, a alors instruit le gouvernement de ne pas renouveler ce contrat à échéance, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour la reprise de cette activité par Camwater, également créée en 2008. Cette prescription a consacré la fin de la privatisation de l'affermage et la renationalisation de cette activité jadis dévolue à la défunte Société nationale des eaux du Cameroun (Snec).

EcoMatin